

# FAUT-IL DÉSESPÉRER DE LA GESTION DES EXÉCUTIFS DES WILAYAS ? Déliquescence et criminalisation de l'Etat

**Nous entamons aujourd'hui une série sur la corruption et les affaires qui minent la gestion des exécutifs des wilayas. Malheureusement, pour reprendre une expression puisée dans le jargon de la presse, il y a abondance de matière. Faut-il rappeler que la définition la plus couramment acceptée de la corruption est l'abus d'une position publique en vue d'un intérêt privé ? La banalisation de la corruption en Algérie, la déliquescence et la criminalisation de l'Etat, la privatisation interne de la bureaucratie, ont favorisé le développement d'une corruption à la fois systémique et généralisée liée à la nature néopatrimoniale de l'Etat algérien.**

L'Etat néopatrimonial est une sorte d'Etat avorté et la corruption lui est consubstantielle. Il repose sur le pouvoir personnel. Cette notion est un prolongement de la notion de domination traditionnelle patrimoniale qui repose sur l'idée de confusion du public et du privé dans un contexte de «légitimité» traditionnelle. Si les ressources viennent à manquer ou qu'elles ne sont pas judicieusement redistribuées, l'instabilité menace. L'Etat se transforme en Etat purement prédateur, utilisant la force uniquement pour se maintenir au pouvoir et en extraire tous les bénéfices possibles. Dans le contexte algérien, diverses pratiques de corruption-échange social sont monnaie courante, qu'il s'agisse du népotisme, du clientélisme, du copinage ou encore du «tribalisme». Le népotisme renvoie à la prégnance des relations de parenté au sein de la famille étendue, qui impose à l'acteur public – un wali par exemple – de faire profiter les membres de

sa parentèle de son accès privilégié aux ressources publiques.

## «Potentats» locaux et pillage en règle

Les observations de terrain que nous menons depuis une dizaine d'années dans plusieurs wilayas montrent que, au-delà des transactions occasionnelles, les partenaires véreux cherchent fréquemment à pérenniser les transactions corruptrices, autrement dit à les transformer en relations sociales stabilisées de type «clientéliste», où les relations monétaires sont noyées dans les relations de proximité (échanges de faveurs, invitations réciproques, etc.). Parmi les formes de corruption transactionnelle, nous pouvons ranger les différentes commissions que les fonctionnaires des wilayas et des APC reçoivent pour les services d'intermédiation qu'ils ont fournis ou les services illégaux qu'ils ont rendus. Les agents publics partagent ainsi avec l'usager les bénéfices illicites que ce der-

nier a obtenus grâce à leur intervention. A l'exemple classique des 10% que tout soumissionnaire d'un marché public doit verser aux membres des commissions d'attribution, il faut ajouter des commissions de nature rentière, lorsque par exemple l'obtention d'un emploi administratif générateur de gains illicites importants prévoit le versement périodique d'une somme d'argent au supérieur hiérarchique responsable de la nomination.

La détresse des citoyens face aux abus de l'administration locale impunie découle de l'absence de voies efficaces de recours et de l'impunité généralisée. Aux allégations et accusations contenues dans la presse ou propagées par la rumeur font rarement suite des enquêtes approfondies, encore moins des sanctions. Il convient de signaler que depuis 1999 – explosion des recettes du pétrole aidant – toutes les wilayas d'Algérie ont bénéficié d'enveloppes budgétaires globales et de fonds spéciaux pratiquement sans aucune limite financière, à ne plus savoir qu'en faire, inutilisés en grande partie et sans aucune mesure avec les petites dotations des années antérieures. Ce qui explique qu'une partie de ce budget somnole dans les caisses de l'Etat, faute d'être utilisée par ceux qui en ont la charge et qui n'ont pas demandé autant d'argent ; l'autre partie faisant l'objet de détournements et autres vols. Un trop grand nombre de pro-

jets d'infrastructures publiques est à l'arrêt ou avance très peu. Cet énorme retard dans la réalisation des programmes de développement communaux et sectoriels dont ont bénéficiés les wilayas, notamment pour la période 2005-2009, s'explique d'abord par le peu d'intérêt de ces «potentats» locaux pour le développement de leur wilaya, et surtout par la gestion bureaucratique et opaque des marchés publics au niveau de l'administration de la wilaya et des différentes directions exécutives.

## Violations systématiques de la réglementation sur les marchés publics

Nombre de commis de l'Etat se servent au lieu de servir. Les faits sont accablants, notamment à travers les violations de la réglementation des marchés publics, sous toutes les formes, violations presque systématiques. Exemples de violations, et la liste n'est pas complète : spécifications et lotissements orientés des prestations, limitation de l'information, non-diffusion de l'information au même moment à tous les concurrents, création artificielle d'ambiance d'urgence pour éviter la mise en concurrence, non-objectivité des critères de qualification, dissimulation de critères de qualification, formation d'ententes entre les fournisseurs, effet de surprise dans le lancement des appels d'offres, abus de la règle de l'entente directe, fractionnement artificiel, sur ou sous-évaluation de l'estimation, non-respect de la confidentialité

## 1<sup>re</sup> partie

des offres avant leur dépouillement, infructuosité trop fréquente dans les appels d'offres favorisant le gré à gré, «sous-traitance» des marchés confiées à une faune d'intermédiaires recrutée dans la parentèle des décideurs, etc. Pendant ce temps, la situation sociale et économique dans la plupart des wilayas du pays ne cesse de se dégrader. Elles sont livrées aux prédateurs et aux corrompus, qui, usant et abusant de leur fonction et de leur pouvoir au sein de l'administration de la wilaya et des différentes directions de l'exécutif local, ont fait main basse sur les deniers publics, l'enrichissement illicite étant devenu leur principale activité. Un nombre important d'institutions de la République représentées localement, même parmi les plus sensibles, est touché par ce fléau. Pour nettoyer les écuries d'Augias, il faudra y mettre les moyens, et prendre des mesures conservatoires immédiates qui s'imposent. Mais le pouvoir central n'a pas du tout la volonté politique pour agir dans ce sens, surtout préoccupé à se pérenniser par n'importe quel moyen. Il ne pourra pas dire qu'il ne savait pas et qu'il n'est pas averti. De nombreux citoyens honnêtes et intègres sont décidés à ne plus se taire face au pillage en règle que subit leur wilaya. Même si les représailles systématiques à leur encontre est la règle, et que le prix à payer est lourd.

Djilali Hadjadj

## L'ÉCHEC DES INSTITUTIONS DE CONTRÔLE ET DE RÉPRESSION

A quoi servent les institutions de contrôle et de répression ? C'est l'échec. Elles sont neutralisées, instrumentalisées et versent dans la complaisance, lorsqu'elles ne sont pas carrément détournées, voire corrompues. Où est passée le Cour des comptes, notamment ses chambres territoriales ? Les chambres territoriales, au nombre de 9, sont chargées de contrôler les finances des collectivités territoriales (wilayas et communes) relevant de leur compétence géographique. Les chambres territoriales peuvent également contrôler les comptes et la gestion des organismes publics auxquels les collectivités territoriales concèdent des concours financiers ou détiennent partiellement ou majoritairement leur capital. Et l'Inspection générale des finances, centrale et régionale et les inspections des ministères ? Et les brigades économiques et financières de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale, et les inspections du commerce et de la répression des fraudes, et les inspections des impôts ? Etc. Quand il y a un soupçon de professionnalisme et d'intégrité qui traverse ces institutions que nous venons de citer, les pressions de toutes sortes finissent par avoir raison de ce soupçon. D'où le climat de pourrissement et d'inertie qui prévaut au cœur de la République....

D. H.

## A voir sur Arte demain à 20h45 «Pétrole contre nourriture»

Pour rappel, le programme «Pétrole contre nourriture» a été initié par l'ONU en 1996 visait à répondre aux besoins humanitaires de la population irakienne sous embargo. L'Irak devait vendre une quantité limitée de son pétrole, sous contrôle de l'ONU, et acheter en échange de la nourriture et des médicaments. En janvier 2004, un quotidien irakien publie une liste de personnalités et d'entreprises qui ont touché des pots-de-vin dans le cadre de cette opération humanitaire. L'ONU constitue discrètement une commission d'enquête indépendante qui rend un rapport édifiant en 2005, accusant près de 2 500 individus et sociétés internationales dans une trentaine de pays. Depuis, très peu de procès ont eu lieu et les mises en examen sont tout aussi rares. Ce documentaire français de 90 minutes sera diffusé mardi 10 mars à 20h45, sur la chaîne franco-allemande Arte, et sera rediffusé les jeudi 12 mars à 9h55 et samedi 14 mars à 3h.

## La contrainte comme levier principal pour solliciter le pot-de-vin

Dans les wilayas, daïras et communes, la petite corruption est devenue systémique, dopée par l'argent qui coule à flots : c'est-à-dire qu'elle est la règle et non l'exception ; elle est banalisée. Aucune wilaya, aucune commune n'y échappe. La petite corruption constitue la négation même de l'Etat dans la seule finalité qui puisse le légitimer, c'est-à-dire la recherche de l'intérêt public. Elle vide les politiques publiques de leur contenu et mine le fonctionnement des services publics les plus indispensables à la vie quotidienne. Dès qu'il y a une possibilité d'interaction avec le public, tout service, tout contrôle, tout acte administratif, toute sanction, sont monnayables et passibles de transactions occultes. Bien sûr, les stratégies, tout comme les

tactiques utilisées par les acteurs des échanges corrompus, diffèrent selon les contextes et les enjeux. D'autres formes de corruption utilisent la contrainte comme levier principal pour solliciter le pot-de-vin ou la faveur de la part des usagers (simples citoyens, entrepreneurs ou fournisseurs). Elles sont vécues par ces derniers comme des pratiques d'extorsion, dans lesquelles aucun service n'est véritablement fourni et les possibilités de transaction et de négociation se réduisent fortement. A l'opposé des formes de corruption fondées sur la menace et la contrainte, où la dimension de l'extorsion prime la dimension transactionnelle, nous rencontrons des pratiques qui se confondent avec celles de la sociabilité ordinaire.

Rentrent dans cette catégorie les échanges de services et de faveurs entre promotionnaires, parents, ressortissants d'une même localité ou région, membres d'une même faction politique. Pour compléter cette brève présentation des principales formes de corruption observées dans nombre de wilayas, il faudra mentionner des pratiques qui ne résultent pas des interactions entre services publics et citoyens, mais qui sont le fait des agents de l'Etat et plus généralement de tout dépositaire d'une fonction publique : le détournement et les usages privatifs de matériels et fonctions publics ; détournements de biens publics, des abus de biens sociaux ou l'usage indu de matériel de l'Etat.

D. H.